



CDDH(2018)R90ab
30/11/2018

**COMI TE DI RECTEUR POUR LES DROI
(CDDH)**

PROJET DE RAPPORT ABREGE

90^e réunion

Strasbourg, 27-30 novembre 2018

CDDH(2018)R90ab

1. Le Comité directeur pour les droits de l'homme du 27 au 30 novembre 2018 à Strasbourg sous la présidence de M. Hans-Jörg BEHRENS (Allemagne). L'ordre du jour, et l'Annexe I à l'ordre du jour, et la liste des participants Annexe II reproduite à l'

2. Au cours de cette réunion, le CDDH a, en particulier :

(a) adopté ses commentaires sur les Recommandations parlementaires suivantes (voir Annexe III):

- 2140(2018) – L'accès des organes de suivi des droits de l'homme du Conseil de l'Europe et de ses membres, y compris aux « zones grises »;
- 2141(2018) – Le regroupement familial des réfugiés et des migrants dans les États membres du Conseil de l'Europe ;

(b) échangé des vues sur la mise en œuvre de ses travaux qu'il souhaite poursuivre/entamer pendant le prochain biennium, à la lumière notamment des suggestions du Bureau ainsi que des priorités des prochaines Présidences du Comité des Ministres, prenant note des difficultés actuelles du Secrétariat en matière de personnel ;

(c) en ce qui concerne le **système de la Convention européenne des droits de l'homme** :

- (i) donné des orientations sur les travaux en cours au sein du Groupe de rédaction sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre international (DH-SYSC-II) ;
- (ii) approuvé le projet préparé par le Groupe de rédaction DH-SYSC-III en vue d'une Recommandation des Ministres sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'enseignement universitaire et la professionnelle qui devra être finalisée en 2019 (Annexe IV) ;
- (iii) décidé des échéances pour conclure des consultations nationales sur la mise en œuvre de la Convention ;
- (iv) approuvé le projet de table de matières du futur rapport du CDDH « *Contribution à l'évaluation préliminaire de l'impact de la Déclaration de Copenhague* » (Annexe V) et décidé des méthodes de travail pour y insérer plusieurs thèmes découlant de la Déclaration de Copenhague ; échangé des vues sur la 2^e Conférence d'experts de haut niveau concernant cette Déclaration mise en œuvre (Kokkedal, Danemark, 31 octobre–2 novembre 2018) ;
- (v) pris note des travaux menés par le Groupe de rapporteurs du Comité des Ministres sur les droits de l'homme concernant la sélection et l'élection des membres du Comité des Ministres ;

- (vi) échangé des vues sur le « *Séminaire à l'occasion de l'anniversaire de la nouvelle Cour* », organisé par la Présidence finlandaise du Comité des Ministres en coopération avec la Cour et le CDDH ;
- (vii) décidé des travaux à mener lors de la prochaine réunion de son Comité d'experts de la CEDH (DH-SYSC) en octobre 2019 ;
- (d) en ce qui concerne **le développement et la promotion des droits de l'homme** :
- (i) donné des orientations à son Groupe de rédaction sur les droits sociaux (CDDH-SOC) pour la poursuite et la finalisation du rapport du CDDH qui identifiera de bonnes pratiques et formulera, le cas échéant, des propositions visant à améliorer la mise en œuvre ; décidé que ce Groupe se chargera aussi des travaux concernant l'enseignement universitaire et la formation professionnelle au système de la Charte sociale européenne ;
- (ii) approuvé la structure pour la révision de la Recommandation n° R(85)13 du Comité des Ministres l'ombudsman que suggérée par son Groupe de rédaction sur la société civile et les institutions nationales des droits de l'homme (INST) (Annexe V) ;
- (iii) pris note de *Manuel sur les alternatives à la rétention dans le contexte des migrations* élaboré au sein de son Groupe de rédaction sur la migration et les droits de l'homme (CDDH-MIG) et donné des orientations en vue de sa finalisation ainsi que sur les autres travaux à mener par le Groupe en 2019 et au-delà à savoir, le lancement des travaux d'élaboration de lignes directrices sur les alternatives à la rétention des enfants par les services de l'immigration et la réalisation d'une brève étude de faisabilité sur les travaux futurs relatifs à l'accueil des enfants réfugiés et migrants ;
- (iv) pris note des travaux en cours concernant la préparation, au sein de son Groupe de rédaction sur la liberté d'expression et liens avec d'autres droits de l'homme (CDDH-EXP), d'un Guide de bonnes et prometteuses pratiques sur la manière de concilier la liberté d'expression avec d'autres droits et libertés, notamment dans des sociétés culturellement diverses, et donné des orientations en vue de sa finalisation en mars 2019 ;
- (e) en ce qui concerne le **s u i v i d e l a m i s e e n œ u v r e d ' i n s t r u m e n t s d é j à a d o p t é s p a r l e C D D H** :
- t e n u l ' A t e l i e s u r l a P r o t e c t i o n e t l a P r o m o t i o n d e l a s o c i é t é c i v i l e e n E u r o p e , o r g a n i s é s o u s l ' é g i d e d e l a P r é s i d e n c e f i n l a n d a i s e d u C o m i t é d e s M i n i s t r e s ;

- donné des orientations pour la mise en place de la Plateforme numérique sur les ~~les entreprises~~ ; de l'homme et
- adopté son rapport de suivi de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2014)2 du Comité des Ministres sur la promotion des droits de l'homme des ~~des personnes~~ (voir CDDH(2018)R90a Addendum) et décidé de le transmettre au Comité des Ministres ;
 - échangé des vues sur la Conférence « Une politique de progrès : en finir avec les mutilations génitales féminines et le mariage forcé » (Londres, 15–16 novembre 2018);
 - échangé des vues ~~sur la~~ ~~préparation de l'Atelier~~ ~~sur la~~ ~~protection des victimes~~ ~~en juin 2019~~ ~~es~~ ~~ter~~ dans le cadre de la Présidence française du Comité des Ministres (Annexe VII);
 - échangé des vues sur le suivi de la Convention du Conseil de l'Europe ~~sous~~ ~~documents~~ ~~publics~~ et sur la possibilité d'un Atelier de sensibilisation dans le cadre de la Présidence finlandaise du Comité des Ministres ;
 - échangé des vues sur le suivi de la Recommandation CM/Rec(2010)05 du Comité des Ministres sur les mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'identité de genre ~~en juin 2019~~ ~~de~~ ~~son~~ ~~de~~ ~~l'~~ ~~ad~~ rapport de suivi de la mise en œuvre de la Recommandation ;
- (f) en ce qui concerne la **bioéthique** : adopté son avis à l'intention du DH-BIO sur le projet de Protocole additionnel relatif à la protection de la dignité et des droits fondamentaux des personnes atteintes de troubles mentaux à l'égard du placement et Adnexe ~~traitem~~ VIII) ; examiné les activités en cours et à venir au sein du DH-BIO ;
- (g) pris note des informations fournies par ses **points focaux** auprès d'autres instances ;
- (h) décidé des **personnalités** à inviter à ses prochaines réunions ;
- (i) échangé des vues avec **égalité de genre** ~~de~~ ~~rapporteur~~ ~~pour~~ ;
- (j) échangé des vues sur l'état des **signatures** ~~et~~ **conventions** dont le CDDH a la charge ;
- (k) procédé à des **élections** (Annexe IX) ;
- (l) pris note de **publications des travaux** du CDDH ainsi que des publications envisagées (Annexe X) ;
- (m) adopté son **calendrier** des réunions pour 2019 (Annexe XI).

Annexe I

Ordre du jour*(90^e réunion du CDDH, 27–30 novembre 2018)*

	POINT 1 : OUVERTURE DE LA RÉUNION, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DE L'ORDRE DES TRAVAUX
CDDH(2018)17	Annotations sur les projets d'ordre travaux
CDDH(2018)R89	Rapport de la 89 ^e réunion du CDDH (19–22 juin 2018)
CDDH-BU(2018)R100	Rapport de la 100 ^e réunion du Bureau (Berlin, 8–9 novembre 2018)
	POINT 2 : RECOMMANDATIONS DU PARLEMENTAIRE
CDDH(2018)18	Texte des Recommandations et éléments pour d'éventuels commentaires
	POINT 3 : MISE EN OEUVRE DU MANDAT DU CDDH POUR 2018-2019 ET PRÉPARATION DE 2020-2021
Annexes III et IV du document CDDH(2018)17	Mandat du CDDH pour le biennium 2018-2019
	POINT 4 : SYSTÈME DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
	4.1 Place de la Convention dans le système européen et international (DH-SYSC-II)
DH-SYSC-II(2018)R4	Rapport de la 4 ^e réunion (25–28 septembre 2018)
DH-SYSC-II(2018)23	Chapitre du Thème 1, sous-thème i) : Méthodologie d'interprétation de la Convention européenne des droits de l'homme et son approche du
DH-SYSC-II(2018)25	Chapitre du Thème 1, sous-thème iii) : Interaction entre les résolutions du Conseil de Sécurité et la Convention européenne des droits de l'homme
Annexe V du document CDDH(2018)17	Planning des travaux
	4.2 La CEDH dans l'enseignement et la formation professionnelle (DH-SYSC-III)
DH-SYSC-III(2018)R1	Rapport de la réunion des 16–17 octobre 2018
Annexe VI du document CDDH(2018)17	Avant-projet de nouvelle Recommandation (2004)4
	4.3 Travaux de suivi de la Déclaration d'Elaboration du rapport final du CDDH

CDDH(2018)22	Avant-projet de structure pour le rapport final du CDDH "Contribution du CDDH à l'évaluation prévue par la Déclaration d'Interlaken : avant-projet de table des matières"
	4.4 Travaux de suivi de la Déclaration de Bruxelles
CDDH(2018)23	Compilation des rapports nationaux de la Déclaration de Bruxelles
	4.5 Travaux de suivi de la Déclaration de Copenhague
§19 et §20 du document CDDH(2018)17	Document d'information
	4.6 Sélection et élection des juges à la Cour
CM(2018)18-add1	Rapport du CDDH
Point 4.6 du document CDDH(2018)17	
	4.7. Séminaire à l'anniversaire de la nouvelle Cour
Annexe VII du document CDDH(2018)17	Projet de programme du Séminaire du 26 novembre 2018
	4.8. Organisation des travaux lors de la prochaine réunion du DH-SYSC (2019)
CDDH-BU(2018)R100	Suggestions du Bureau
	POINT 5 : DÉVELOPPEMENT ET PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME
	5.1 Droits sociaux (CDDH-SOC)
CDDH-SOC(2018)R3	Rapport de la 3 ^e réunion (5–7 septembre 2018)
CDDH-BU(2018)R100	Suggestions du Bureau
	5.2 Société civile et institutions nationales des droits de l'homme (CDDH-INST)
CDDH-INST(2018)R4	Rapport de la 4 ^e réunion (19–21 septembre 2018)
Annexe VIII du document CDDH(2018)17	Projet de programme de l'At
Annexe IX du document CDDH(2018)17	Eventuelle structure pour la révision de la Recommandation n° R(85)13
	5.3 Droits de l'homme et migration (CDDH-MIG)
CDDH-MIG(2018)R5	Rapport de la 5 ^e réunion (23–25 octobre 2018)
CDDH-MIG(2018)07	Projet de manuel

	Exemples de formats et de mise en page possibles du manuel (disponible uniquement en anglais)
	5.4 Liberté d'expression et liens avec d'autres droits de l'homme (CDDH-EXP)
CDDH(2018)27 (Uniquement en anglais)	Projet de Guide de bonnes pratiques sur la manière de concilier la liberté d'expression avec d'autres droits et libertés, notamment dans les sociétés culturellement diverses
	POINT 6 : SUIVI DES ACTIVITÉS EFFECTUÉES PAR LE CDDH
	6.1 Droits de l'homme et en
CDDH(2018)20	Plateforme en ligne sur les entreprises - Information fournie par le Secrétariat
	6.2 Promotion des droits de âgées
CDDH-AGE(2018)04Rev	Rapport du CDDH
CDDH-AGE(2018)03Rev	Compilation des réponses reçues
	6.3 Mutilations génitales féminines et mariage forcé
CDDH(2018)28	Informations sur la Conférence internationale <i>Politique du progrès: En finir avec les MGF et le mariage forcé</i>
	6.4 Victimes d'actes terroristes
CDDH(2018)12	Etat de préparation de l'At sur la protection des victimes d'actes terroristes (20 juin 2019)
CDDH-BU(2018)R100	Suggestions du Bureau
	6.5 Accès aux documents publics
CDDH(2018)29	Note d'information
	6.6 Combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l
CDDH(2018)21	Document d'information
	POINT 7 : BIOÉTHIQUE
DH-BIO(2018) abrRAP14	Rapport abrégé de la 14 ^e réunion du Comité de bioéthique (DH-BIO) (20–23 novembre 2018)
CDDH(2018)25	Projet d'avis à BI sur le Projet de la Commission Protocole additionnel relatif à la protection de la dignité et des droits fondamentaux des personnes atteintes de troubles mentaux à l'égard

	involontaires
CDDH(2018)19	Projet de Protocole Additionnel relatif à la protection des droits de l'homme et de la de troubles mentaux à l'éga traitement involontaires Questions fréquemment posées
	POINT 8 : POINTS FOCaux
CDDH(2018)15	P o i n t s f o c a u x r e p r é s e n t a n t instances-événements : Informations fournies par les points focaux
	POINT 9 : INVITÉS
Point 9 du document CDDH(2018)17	
	POINT 10 : EGALITE DE GENRE
Point 14 du document CDDH(2018)17	Informations sur ce point
	POINT 11 : CONVENTIONS
CDDH(2018)07 (version mise à jour 15/11/2018)	D o c u m e n t d ' i n f o r m a t i o n
	POINT 12 : ÉLECTIONS
CM/Res(2011)24	Résolution du CM sur les méthodes de travail des comités
CDDH(2017)17	Procédure pour les élections au sein du CDDH
	POINT 13 : PUBLICATIONS
Annexe XIII du document CDDH(2018)17	Informations sur ce point
	POINT 14 : CALENDRIER
Annexe XIV du document CDDH(2018)17	Calendrier actuel

Annexe II

List of participants / Liste des participants
(9^e réunion du CDDH, 27-30 novembre 2018)

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE

Ms Evi SADUSHAJ, Deputy to the Permanent Representative, **Permanent Representative of the Albanian Government Agent to the EctHR, Permanent Mission of the Republic of Albania to the Council of Europe**

ANDORRA / ANDORRE (*Apologised*)**ARMENIA / ARMENIE**

Mr Tigran H. GALSTYAN, Acting Head of Division / International Treaties and Law Department, Ministry of Foreign Affairs, Erevan

AUSTRIA / AUTRICHE

Brigitte OHMS, Deputy Government Agent, Division for International Affairs and General Administrative Affairs (dpt. V 5), Federal Ministry for Constitutional Affairs, Reforms, Deregulation and Justice

AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN

Mr Chingiz ASGAROV, Head of the sector on protection of human rights, Department for Coordination of Law Enforcement Agencies, Administration of the President

BELGIUM / BELGIQUE

Mr Philippe WERY, Chef du Service des droits de l'Homme

Ms Isabelle NIEDLISPACHER, co-Agent du Gouvernement, SPF Justice, Service des Droits de l'Homme

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Ms Belma S K A L O N A, Agent of the Council of Ministers, Government Agent before the EctHR

BULGARIA / BULGARIE

Ms Svetlana S. STAMENOVA, Attaché, Human Rights Directorate, Ministry of Foreign Affairs

CROATIA / CROATIE

Ms Romana KUZMANOVIC, Deputy Minister, Ministry of Foreign and European Affairs, Directorate General for Multilateral Affairs and Global Issues, Division for Human Rights and Regional International Organisations and Initiatives

CYPRUS / CHYPRE

Ms Theodora CHRISTODOULIDOU, Counsel of the Republic, Office of the Attorney-general

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Vít A. SCHORM, Government Agent before the EctHR, Ministry of Justice

DENMARK / DANEMARK

Ms Louise Black MOGENSEN, The Constitutional and Human Rights Law Division, The Danish Ministry of Justice

ESTONIA / ESTONIE

Ms Maris KUURBERG, Government Agent before the ECtHR, Ministry of Foreign Affairs

CDDH(2018)R90ab

FINLAND / FINLANDE

Ms Krista OINONEN, Government Agent before the ECtHR, Director, Unit for Human Rights Courts and Conventions, Ministry for Foreign Affairs

FRANCE

Mme Florence MERLOZ, Sous-d i r e c t r i c e d e s M i n i s t è r e d e s A f f a i r e s E t r a n g è r e s , Direction des affaires juridiques

GEORGIA / GEORGIE

Ms Tamar ROSTIASHVILI, Deputy Head of the Department of State Representation to the International Courts, Ministry of Justice

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Hans-Jörg BEHRENS, Head of Unit IVC1, Human Rights Protection; Government Agent before the ECtHR, Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz

Ms Nicola WENZEL, LL.M., Leiterin des Referats IV C 1 (Menschenrechte), Verfahrensbevollmächtigte der Bundesregierung vor dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte, Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz

GREECE / GRECE

Ms Zinovia STAVRIDI, Head of the Public International Law Department/Special Legal Department, Ministry of Foreign Affairs

HUNGARY / HONGRIE

Mr Zoltan TALLODI, Government Agent before the ECtHR, Ministry of Justice, Department of International Criminal Law and Office of the Agent before ECHR

ICELAND / ISLANDE

Ms Elísabet GÍSLADÓTTIR, Legal Advisor, Ministry of Justice

IRELAND / IRLANDE

Mr Peter WHITE, Government Agent before the ECtHR, Assistant Legal Adviser, Legal Division, Department of Foreign Affairs and Trade

ITALY / ITALIE

Ms Maria AVERSANO, Ministry of Foreign Affairs

LATVIA / LETTONIE

Ms Kristine LICE, Government Agent before the ECtHR, Representative of the Government before International Human Rights Organisations, Ministry of Foreign Affairs

LIECHTENSTEIN

Mr Martin HASLER, Représentant Permanent Adjoint du Liechtenstein auprès du Conseil de l ' E u r o p e , Office pour les Affaires Etrangères

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Lina URBAITĖ , A c t i n g A g e n t b e f o r e t h e E C t H R , A d v i s e r o f t h e D i v i s i o n f o r t h e R e p r e s e n t a t i o n b e f o r e t h e E C t H R o f t h e M i n i s t r y o f J u s t i c e

LUXEMBOURG

Mme Brigitte KONZ, Juge de Paix directrice, Cité judiciaire

MALTA / MALTE

Dr Antoine AGIUS BONNICI, Lawyer, Office of the Attorney General

REPUBLIC OF MOLDOVA/ REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mr Oleg ROTARI, Government Agent before the ECtHR, Ministry of Justice

MONACO

Mr Jean-Laurent RAVERA, Chef du Service du droit international, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, Agent du Gouvernement auprès de la CEDH

MONTENEGRO

Ms Valentina PAVLIČIĆ, Government Agent before the

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Ms Kanta ADHIN, Deputy Agent to the European Court of Human Rights, Ministry of Foreign Affairs

NORWAY / NORVEGE

Mr Morten RUUD, Special adviser, Norwegian Ministry of Justice and Public Security, Legislation Department

POLAND / POLOGNE

Mr Jan SOB CZAK, Government Agent, Acting Director, Department for Proceedings before International Human Rights Protection Bodies, Ministry of Foreign Affairs

PORTUGAL

Ms Maria de Fátima GRAÇA CARVALHO, Agente du Gouvernement auprès de la CEDH

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Catrinel BRUMAR, Government Agent before the ECtHR, Ministry of Foreign Affairs

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Mr Grigory LUKIYANTSEV, Deputy Director, Department for Humanitarian Cooperation and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs

Ms Olga ZINCHENKO

SAN MARINO / SAINT-MARIN

Ms Michela BOVI, Co-Agent of the Government of San Marino to the ECHR

SERBIA / SERBIE

Ms Nataša PLAVŠIĆ, Government Agent before the ECtHR, Agency Sector before the European Court of Human Rights

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mr Peter KLENOVSKY, Human Rights Department, Ministry of Foreign and European Affairs

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Matija VIDMAR, Secretary, Department for International Cooperation and EU law, Ministry of Justice

SPAIN / ESPAGNE

Mr Francisco SANZ, Agent du Gouvernement auprès de la CEDH, Service juridique des Droits de l'Homme, Ministère de la Justice

SWEDEN / SUEDE

Mrs Charlotte HELLNER KIRSTEIN, Senior Legal Advisor, Department for International Law, Human Rights and Treaty Law, Ministry for Foreign Affairs

Ms Gunilla ISAKSSON, Deputy Director, Ministry for Foreign Affairs

Mr Oscar LINDBERG, Legal Adviser, Ministry for Foreign Affairs

SWITZERLAND / SUISSE

M. Alain CHABLAIS, Dr. iur., Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Représentation de la Suisse devant la

CDDH(2018)R90ab

**“ THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF ~~MACÉDOINE~~ /
YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE ”**

Ms Svetlana GELEVA, Head of Department for Multilateral affairs, Ministry of Foreign Affairs

TURKEY / TURQUIEMr . Can ÖZTAŞ, Deputy Permanent Representative, Per
Turkey to COE

Ms. Günseli GUVEN, Legal Counsellor, Permanent Mission of the Republic of Turkey to COE

Ms. Burcu EKIZOGLU, Legal Adviser (probationary), Ministry of Foreign Affairs

Mr Hacı Ali AÇIKGÜL, Judge, Head of the Human Right

Mr Tolga BAŞBAĞ, Appellate Judge, Ministry of Justice Phone: +90 505 899 79 17

UKRAINEMs Marharyta SOKORENKO, Deputy Head of the Office of the Agent of Ukraine before the
ECtHR – Head of the Division for Representation of the Government in Inter-State Cases,
Ministry of Justice**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**Chanaka WICKREMASINGHE, Legal Counsellor, Legal Directorate, Room WH 2.132,
Foreign and Commonwealth Office**PARTICIPANTS****Parliamentary Assembly / Assemblée parlementaire****Registry of the European Court of Human Rights / Greffe de la Cour européenne des
droits de l'homme**Ms Rachael KONDAK, Adviser to the President and the Registrar, Registry of the European
Court of Human Rights, Council of Europe, Strasbourg**European Committee on Legal Co-operation / Comité européen de coopération juridique
(CDCJ)**

Ms Kristinne GRIGORYAN, Adviser to First Deputy Prime Minister of Armenia

**Sexual Orientation and Gender Identity Unit / Unité Orientation sexuelle et identité de
genre (SOGI)**Ms Eleni TSETSEKOU, Head of Unit / Chef d'Unité, Directorate General of Democracy /
Direction générale de la Démocratie (DGII)**Conference of INGOs of the Council of Europe / Conférence des OING du Conseil de
l'Europe**

Mr Jean-Bernard MARIE

CCBE

Mr Piers GARDNER, Chair of the Permanent Delegation, Strasbourg

OBSERVERS / OBSERVATEURS**HOLY SEE / SAINT-SIÈGE**Mme Christine JEANGÉY, Officiel, Chargée des Droits
Dicastère pour le service du développement humain intégral

Non-member State / Pays non-membre**BELARUS**

Mr Oleg GOLUBEV, Counsellor of the OSCE and CoE Unit, European co-operation Department of the Ministry of Foreign Affairs

European Network of National Human Rights Institutions (ENNHRI) / Réseau européen des institutions nationales des droits de l'Homme

Ms Debbie KOHNER, Secretary General, Permanent Secretariat

Dr. Katrien MEUWISSEN, Senior Human Rights Officer (Accreditation), Permanent Secretariat

Ms Cecilia Ines DE ARMAS MICHELIS

Non governmental Organisations / Organisations non-gouvernementales**European Trade Union Confederation (ETUC) / Confédération européenne des syndicats (CES)**

Mr Stefan CLAUWAERT, ETUI Senior Researcher, ETUC Representative in the European Social Charter Governmental Committee

Amnesty International

Ms Rita PATRICIO

International Commission of Jurists (ICJ) / Commission internationale de Juristes (CIJ)

Ms Róisín PILLAY, Senior Legal Advisor, Europe programme, International Commission of Jurists

Invitees to this meeting / invités à cette réunion**Conference of European Churches (CEC) / Conférence des églises européennes (KEK)**

Ms Diane MURRAY, Conférence des Eglises européennes, Conference of European Churches

SECRETARIAT**DGI – Human Rights and Rule of Law / Droits de l'Homme
Council of Europe / Conseil de l'Europe, F-67075 Strasbourg Cedex**

Mr Christophe POIREL, Director / Directeur, Human Rights Directorate / Direction des droits de l'Homme

Mr Mikhail LOBOV, Head of Human Rights Policy and Development Department / Chef du Service des politiques et du développement des droits de l'Homme

Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l'Homme

Mr Alfonso DE SALAS, Head of Division / Chef de Division, Secretary of the CDDH / Secrétaire du CDDH

Ms Merete BJERREGAARD, Head of Unit on Human Rights Development / Chef de l'unité développement des droits de l'homme

Ms Dorothee VON ARNIM, Head of the Unit on the system of the European Convention on Human Rights / Chef de l'Unité sur le système de l'homme

Mr Edo KORLJAN, Administrator, Administrateur

Ms Irena MARKOVA, Administrator, Administratrice

CDDH(2018)R90ab

Ms Cipriana MORARU, Administrator, Administratrice

Ms Elisa SAARI, Assistant Lawyer / Juriste Assistant

Mme Corinne GAVRILOVIC, Assistant / Assistante

Mme Camille DURAND, Trainee / Stagiaire

Independent Human Rights Bodies / Institutions indépendantes des droits de l'homme

Ms Lilja GRETARSDOTTIR, Deputy Head of the Division / Chef adjoint de la Division

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Mr Grégoire DEVICTOR

Ms Corinne McGEORGE

Ms Lucie DE BURLET

* * *

Annexe III

**Commentaires adoptés par le CDDH
à sa 90^e réunion (27-30 novembre 2018)
sur les Recommandations de l'Assemblée
qui lui ont été transmises par les Délégués des Ministres**

**I. COMMENTAIRES DU CDDH SUR LA RECOMMANDATION
PARLEMENTAIRE 2140(2018) - « L'ACCES ILLIMITÉ DES
DROITS DE L'HOMME DU CONSEIL DE L'EUROPE ET DES
MEMBRES, Y COMPRIS AUX » ZONES GRISSES »**

1. Le Comité directeur pour les droits de l'homme a adopté la Recommandation de l'Assemblée parlementaire des organes de suivi des droits de l'Homme Nations Unies aux Etats membres, y compris aux « zones grises ». Il partage sa préoccupation face aux difficultés rencontrées par les organes de suivi des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales, y compris les Etats membres et y compris des « zones grises ».
2. Le CDDH rappelle que les traités applicables sur l'ensemble du territoire des Etats qui y sont soumis, y compris les organes de contrôle de la Convention européenne des droits de l'homme, quand ils sont appliqués, doivent être utilisés de manière appropriée, y compris dans de telles zones, en vue de la Cour européenne des droits de l'homme, quand ils sont appliqués, tous les Etats Parties étant tenus de respecter les faits en vertu de la Convention, article 3.
3. En ce qui concerne les organes de suivi du Conseil de l'Europe, le CDDH note que leurs propositions visant à améliorer le respect des conventions dans les pays visités. Toutefois, si le CPT bénéficie d'une présomption de respect des droits de l'homme par le jeu combiné des articles 8 et 9 de la Convention pour la prévention de la torture et des peines et traitements dégradés, d'autres organes de suivi des Etats membres (GRECO), le Groupe d'experts sur la lutte contre le racisme (GRETA), le Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales ou encore la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI).
4. En conséquence, selon le CDDH, il pourrait être envisagé, et à la faisabilité de mettre en place, la présomption réfragable de consentement aux visites effectuées par les organes de suivi de traités touchant à certains aspects de la protection des droits de l'homme.
5. Enfin, le CDDH partage le point de vue de l'Assemblée parlementaire des organes de suivi du respect des droits de l'homme dans les zones grises et devrait être étudié en liaison avec les Nations Unies, conjointes de la part des deux Organisations.

II. COMMENTAIRES DU CDDH SUR LA RECOMMANDATION PARLEMENTAIRE 2141(2018) – « LE REGROUPEMENT FAMILIAL DES RÉFUGIÉS ET DES MIGRANTS DANS LES ÉTATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE »

1. Le Comité directeur pour les droits de l'homme a adopté la Recommandation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (2018) sur le regroupement familial des réfugiés et des migrants dans les Etats membres du Conseil de l'Europe ». Il souligne la nécessité de protéger le droit au respect de la vie familiale tel que reconnu à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et la jurisprudence pertinente de la Cour.
2. Le CDDH rappelle l'article 19, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme qui soumet les Etats contractants à l'obligation de protéger la famille du travailleur migrant qui réside légalement dans le pays et les conclusions pertinentes du Comité européen des Droits sociaux¹, qui a précisé que cela s'applique aussi aux réfugiés.
3. Le CDDH attire également l'attention sur les travaux du Comité des Ministres aux Etats membres sur les projets de vie en faveur des mineurs migrants non accompagnés, dont les paragraphes 18 et 24 encouragent les Etats membres à rechercher les parents/tuteurs du mineur non accompagné pour établir le contact en vue de faciliter le retour et/ou faciliter le départ du mineur vers un Etat tiers afin de rejoindre ses parents. Il rappelle en outre les Recommandations du Comité des Ministres no R(99)23 sur le regroupement familial pour les réfugiés et les autres personnes ayant besoin de la protection internationale et (2002)4 sur le statut juridique des personnes admises au regroupement familial.
4. Dans ce contexte, le CDDH salue les travaux du Représentant spécial du Secrétaire Général sur les migrants et les réfugiés. Ces travaux incluent notamment l'élaboration d'un manuel sur les normes relatives au regroupement familial en vue de rétablir les liens familiaux et la réunification familiale. Le manuel vise à faciliter la coopération et la formation des professionnels concernés dans les Etats membres du Conseil de l'Europe. Parallèlement, le Comité directeur du CDDH sur les droits de l'homme a également examiné la mise en œuvre du traité, entre autres, de la question du droit au respect de la vie familiale dans le cadre de la rétention des migrants et des alternatives à celle-ci. Par ailleurs, il a entrepris une réflexion en octobre 2018 concernant les conditions d'accueil des migrants. Le Commissaire aux droits de l'homme a également soulevé la question du regroupement familial des réfugiés en Europe, dans un document de travail en 2017².
5. En ce qui concerne la question de la traite des êtres humains soulignée dans la recommandation 2141(2018) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en particulier les travaux en cours au sein du Groupe d'experts sur la traite des êtres humains (GRETA) dans ce domaine, qui a donné la priorité au cours des années récentes à des mesures de prévention ciblée contre la traite de mineurs non accompagnés ou séparés et d'enfants en situation irrégulière.

* * *

¹ Voir le résumé des conclusions 2015 du CEDS y compris l'article 19(6) dans le rapport d'activité 2015 du Comité européen des droits sociaux

² Document de travail du Commissaire aux droits de l'homme "Réaliser le droit au regroupement familial des réfugiés en Europe (2017), disponible à l'adresse : <https://book.coe.int/eur/fr/commissaire-aux-droits-de-l-homme/7467-pdf-realiser-le-droit-au-regroupement-familial-des-refugies-en-europe.html>

Annexe IV

**Projet de Recommandation du Comité des Ministres
sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme dans
l'enseignement universitaire et la formation professionnelle**

*(préparé par le Groupe de rédaction DH-SYSC-III
et discuté par le CDDH lors de sa 90^e réunion (27-30 novembre 2018)
en vue des travaux du DH-SYSC-III en 2019)*

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, selon l'énoncé de l'Article 15.b des statuts du Conseil de l'Europe

1. Réaffirmant l'attachement au Statut du Conseil de l'Europe et l'objectif de celui-ci de réaliser une union plus étroite entre ses membres, notamment en promouvant des normes communes et en menant des activités dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

2. Rappelant le rôle essentiel du système de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Europe, ce système incluant la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme devant la Cour et l'exécution de ses arrêts ;

3. Gardant à l'esprit les développements internationaux en matière d'enseignement universitaire et la formation professionnelle dans les 47 États membres du Conseil de l'Europe, résultant notamment des travaux de la Cour ainsi que du Programme européen de formation aux droits de l'homme pour les professionnels du droit (HELP) ;

4. Considérant qu'il y a, dès lors, un besoin de renforcer le dialogue entre les États membres et la Cour, conformément à la Recommandation Rec(2004)4 du Comité des Ministres aux États membres sur la Convention européenne des droits de l'homme dans l'enseignement universitaire et la formation professionnelle ;

5. Rappelant le caractère subsidiaire du mécanisme de contrôle institué par la Convention, qui présuppose, conformément à son article 1^{er}, que les droits et libertés garantis par la Convention soient protégés tout d'abord et principalement par les autorités nationales ;

6. Prenant en compte que la Convention, en tant que partie intégrante du droit interne de l'ensemble des États parties, a une portée directe et qu'il y a, dès lors, un besoin de dispenser des formations professionnelles spécifiques concernant le système de la Convention ;

7. Soulignant le rôle fondamental joué par l'enseignement universitaire et la formation professionnelle concernant le système de la Convention dans la prévention des violations et dans la promotion des droits de l'homme ;

8. Considérant qu'il est utile pour promouvoir l'enseignement universitaire et la formation professionnelle concernant le système de la Convention que des traductions fidèles de la jurisprudence sélectionnée de la Cour soient disponibles dans les États membres, conformément à la Recommandation Rec(2002)13 du Comité des Ministres aux États membres sur la publication et la diffusion dans les États membres du texte de la Convention européenne des droits de l'homme ;

l'homme et de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme par le Comité des Ministres le 18 décembre 2002 ;

9. Rappelant, dans ce contexte, la Recommandation (2039)2014 de l'Assemblée parlementaire « La Convention européenne: le besoin de renforcer la formation des professionnels du droit », adoptée le 7 mars 2014, ainsi que les Déclarations de Bruxelles (2015) et de Copenhague (2018) adoptés lors des Conférences de haut niveau respectives, qui ont encouragé la formation des professionnels du droit ;

10. Soulignant la nécessité de dispenser aussi un enseignement universitaire et une formation professionnelle ciblés qui répondent aux besoins et attentes spécifiques d'autres secteurs professionnels pertinents ;

11. Rappelant les conclusions du Séminaire sur le rôle des agents des gouvernements dans la protection effective des droits de l'homme en 2008 à Bratislava, et reconnaissant le rôle des agents des gouvernements, ainsi que celui des institutions nationales de formation, pour dispenser, notamment, la formation professionnelle concernant le système de la Convention ;

12. Rappelant le rôle joué par divers acteurs de la société civile, en particulier par les institutions nationales pour la promotion et la formation professionnelle, et par les organisations non gouvernementales, en matière de formation professionnelle concernant le système de la Convention ;

13. Prenant en considération la diversité des traditions et des pratiques dans les États membres en matière d'enseignement universitaire et de ses méthodes, ainsi que de sensibilisation au système de la Convention ;

14. Recommande aux gouvernements des États membres de :

- i. s'assurer que l'enseignement universitaire concernant le système de la Convention soient conformes aux principes énoncés dans l'annexe I à cette recommandation ;
- ii. garantir par des moyens et actions appropriés, y compris la traduction si nécessaire, une vaste diffusion de cette recommandation auprès des autorités et parties prenantes pertinentes ;
- iii. examiner, au sein du Comité des Ministres, l'application de la recommandation cinq ans après son adoption.

Annexe I à la Recommandation

I. Principes généraux

1. Les États membres devraient garantir un enseignement universitaire et une formation professionnelle concernant le système de la Convention qui répondent aux besoins et attentes des différentes catégories du public, notamment de celles agissant dans le domaine des droits de l'homme. Si nécessaire, cette formation devrait être accomplie en coopération avec des parties prenantes non étatiques.

2. Les États membres devraient notamment renforcer l'enseignement universitaire et de cette formation professionnelle en offrant à chaque catégorie du public des outils nécessaires pour se conformer aux obligations résultant de la Convention. À cette fin, les États membres devraient dispenser une formation professionnelle de qualité, ciblée et accessible.

II. Public visé

3. Les États membres devraient garantir que les étudiants universitaires en droit et, le cas échéant, dans d'autres disciplines scientifiques pertinentes, se voient offrir un enseignement concernant les éléments de base du système de la Convention dans le tronc commun de leurs programmes. De surcroît, des études approfondies optionnelles devraient être offertes à ceux qui souhaitent se spécialiser.

4. Tenant compte de la diversité des situations nationales, les États membres devraient garantir qu'une grande variété de personnel professionnelle de qualité et ciblée en matière de système de la Convention et que, si possible, cette formation soit accessible dans un certain nombre de domaines, en particulier, l'attention devrait être portée à la formation des procureurs, avocats; traducteurs juridiques; personnel responsable de l'application des lois; journalistes spécialisés; personnel s'occupant de la formation.

III. Enseignants et formateurs spécialisés

5. Les États membres devraient encourager, par les moyens appropriés, que l'enseignement universitaire et la formation professionnelle de la Convention soient dispensés par des enseignants et formateurs spécialisés. Ceux-ci pourraient englober, entre autres, des anciens juges et juristes de la Cour, des juges et juristes des cours supérieures nationales, ainsi que des agents des gouvernements et des membres de leurs bureaux.

6. La formation professionnelle devrait être dispensée, autant que possible, par les personnes ayant une bonne connaissance du système de la Convention et une expérience pratique du domaine professionnel pertinent.

IV. Contenu de l'enseignement universitaire et de la formation professionnelle

7. Les États membres devraient avoir pour but principal de faciliter un accès effectif à des informations de base et pratiques concernant le système de la Convention par le biais de l'enseignement universitaire et de la formation professionnelle. Ce contenu devrait inclure la capacité d'utiliser des ressources telles que HUDOC, cours HELP courses, d'autres sources d'information.

8. Les États membres devraient également encourager l'accès par les professionnels concernés à une formation continue et spécialisée concernant le système de la Convention.

V. Méthodes d'enseignement et de formation

9. Les États membres devraient garantir des traductions fidèles de la jurisprudence sélectionnée de la Cour, conformément à la Recommandation Rec(2002)13 du Comité des Ministres aux États membres sur la publication et la diffusion dans les États membres du texte de la Convention européenne des droits de l'homme et de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, et devraient être facilement accessibles.

10. Les États membres devraient encourager l'enseignement et de formation les plus appropriés en fonction des besoins et attentes spécifiques du public visé. Le cas échéant, ces méthodes pourraient être mises en place en coopération étroite avec les acteurs non étatiques. L'enseignement sur Internet ainsi que les méthodes de formation devraient également être encouragés.

Annexe V

**Table des matières de la contribution du CDDH à l'évaluation
prévue par la Déclaration d'Interlaken**

(tel qu'approuvé par le CDDH lors de sa 90^e réunion, 27–30 novembre 2018)

CONTEXTE DE L'ÉVALUATION ET MANÈGE DU CDDH

1. L'évaluation du processus de réforme en vertu du système de la Convention européenne des droits de l'Homme qui sera menée à la suite de la Déclaration d'Interlaken dans le contexte plus global de la réforme du système de la Convention. Depuis que la Cour a commencé ses travaux en 1959, les Etats membres du Conseil de l'Europe ont adopté plusieurs protocoles additionnels à la Convention européenne des droits de l'homme et de renforcer son mécanisme de surveillance. En particulier, en 1998, l'entrée en vigueur du Protocole n°11 a permis de passer à un nouveau système judiciaire de saisie la Cour, en remplaçant le mécanisme originel à deux niveaux comprenant une Cour et une Commission par une cour unique siégeant en permanence. Le protocole N°14, qui est entré en vigueur en 2010, a permis par la suite de répondre à la demande considérable du nombre de requêtes, notamment en instaurant des formations judiciaires plus restreintes pour traiter des affaires manifestement irrecevables ou des affaires répétitives bien fondées.
2. En 2010, une première conférence intergouvernementale sur le futur de la Cour a eu lieu à Interlaken, ce qui a marqué le début du processus d'Interlaken concernant l'approfondissement de la réforme en vue de l'amélioration de l'efficacité de la Convention³. Elle invitait notamment le Comité des Ministres à décider, avant la fin de l'année 2019, si les mesures de réforme, notamment les mesures de mise en œuvre du Plan d'Action d'Interlaken, se seront avérées fonctionnellement durables du mécanisme de contrôle de la Convention ou si des changements plus fondamentaux s'avèrent nécessaires⁴.
3. Depuis la conférence d'Interlaken, les mesures de réforme ont été prises à différents niveaux dans les Déclarations adoptées à l'occasion de la Conférence de haut niveau sur l'avenir de la Convention européenne des droits de l'homme à Izmir (2011)⁵, Brighton (2012)⁶, Bruxelles (2015)⁷ et Copenhague (2018)⁸.

³ Voir la Déclaration d'Interlaken du 9 février 2010 de la Conférence de haut niveau sur l'avenir de la Convention européenne des droits de l'homme, point 10.

⁴ Voir la Déclaration d'Interlaken, dans le rapport de la Conférence de haut niveau sur l'avenir de la Convention européenne des droits de l'homme, point 6.

⁵ Voir la Déclaration de Izmir des 26/27 avril 2011 de la Conférence de haut niveau sur l'avenir de la Convention européenne des droits de l'homme.

⁶ Voir la Déclaration de Brighton des 19/20 avril 2012 de la Conférence sur l'avenir de la Convention européenne des droits de l'homme.

⁷ Voir la Déclaration de Bruxelles du 27 mars 2015 de la Conférence de haut niveau sur « la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme », point 10.

⁸ Voir la Déclaration de Copenhague des 12/13 avril 2018 de la Conférence de haut niveau sur la « Poursuite de la réforme du système de la Convention européenne des droits de l'homme - Un meilleur équilibre et une protection améliorée ».

4. Selon le mandat qui lui a été confié pour le biennium 2018-2019, le Comité d'experts sur le système de la Convention (DH-SYSC), sous la supervision du CDDH, devra :
- « contribuer à l'évaluation prévue par la fin de 2019, en vue de formuler des propositions au Comité des Ministres sur la question de savoir si sont révélées suffisantes pour assurer un fonctionnement durable du système de la Convention ou si des changements plus fondamentaux s'avèrent nécessaires (échéance : 31 décembre 2019) ».
5. Ces travaux devront être menés à la lumière des résultats obtenus dans le cadre des autres activités en cours du DH-SYSC, notamment de la préparation d'un projet de rapport sur la situation des droits de l'homme dans l'ordre juridique des suites aux décisions qui pourraient être prises par le Comité des Ministres après la présentation, en décembre 2017, du rapport du CDDH sur le processus de sélection et d'élection des juges de la Cour européenne des droits de l'Homme.
6. L'objectif de table des matières de la future évaluation prévue par le Comité des Ministres est de mener une évaluation du caractère suffisant ou non des mesures pour assurer un fonctionnement durable du système de la Convention adoptées dans le cadre du processus de sélection et d'élection des juges de la Cour européenne des droits de l'Homme. Cet objectif est énoncé à l'article 30 de la Convention en trois rubriques : 1) L'application de la Convention pour prévenir et remédier aux violations de la Convention ; 2) Les requêtes devant la Cour européenne des droits de l'Homme ; 3) Les autres droits de l'Homme.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

- Contexte : responsabilité partagée entre les Etats Parties, la Cour et le Comité des Ministres pour la mise en œuvre de la Convention.

A. L'APPLICATION DE LA CONVENTION AU NIVEAU NATIONAL – PREVENIR ET REMEDIER AUX VIOLATIONS DE LA CONVENTION

1. Sensibiliser et former les autorités nationales et les autres acteurs du système de la Convention aux standards et aux procédures de la Convention

- Traduction des arrêts importants de la Cour dans les différentes langues nationales.
- Information thématique sur la jurisprudence de la Cour (Grefe de la Cour).
- Formation (par le biais notamment du programme HELP) de divers secteurs (étudiants, juges, procureurs, avocats, autorités policières,

⁹ Voir le mandat donné par le Comité des Ministres au DH-SYSC tel qu'adopté par le Comité lors de sa 1300^e réunion, 21-23 novembre 2017.

¹⁰ *Ibid.*

autorités responsables des personnes privées de leur liberté, membres des forces de sécurité) à la jurisprudence solidement établie par la Cour en relation avec le (futur) domaine d'application du droit de ce secteur.

- Mise à disposition de juges nationaux juristes/avocats auprès du Greffe de la Cour.
- Coordination d'autres mécanismes, actifs de l'Europe existants, comme le et travail des entreprises, et notamment les activités des arrêts de la Cour.
- Coopération avec les institutions nationales de défense des droits de l'Homme ou d'autres instances pertinentes.

II. Mesures concrètes pour prévenir et remédier aux violations de la Convention au niveau national

1. Mesures devant être prises le cas échéant au niveau législatif, exécutif ou judiciaire

- Assurer que toute personne qui revendique raisonnablement une violation de ses droits et libertés établis par la Convention puisse avoir accès à un recours effectif devant les autorités nationales qui procure une réparation appropriée.
- Mettre en œuvre des mesures pratiques pour s'assurer que la législation se conforme pleinement à la Convention, notamment en développant une expertise parlementaire pour évaluer la compatibilité des projets de législation avec la Convention.
- Envisager la mise en place d'un mécanisme permettant aux tribunaux nationaux de dernière instance de poser des questions consultatives.
- Encourager les tribunaux nationaux à prendre en compte les principes pertinents de la Convention au cours des procédures et lors de la formulation des jugements.
- Promouvoir l'échange d'informations concernant la mise en œuvre de la Convention au niveau national, en particulier en coopération avec les Agents du Gouvernement.

2. Mesures devant être prises pour renforcer le rôle de la société civile

- Renforcer l'interaction avec les institutions nationales de l'homme et la société civile, afin de promouvoir d'autres mesures ainsi que leur mise en œuvre en conformité avec la Convention.
- Envisager la création d'une institution nationale indépendante de défense des droits de l'homme.

3. Mesures devant être prises par le Conseil de l'Europe

- Assister et encourager la mise en œuvre de la Convention au niveau national en fournissant aux Etats Parties une assistance technique sur demande et en diffusant de bonnes pratiques ; ciblage et coordination ; coopération assistée avec l'Union européenne.

B. LES REQUÊTES DEVANT LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

I. Mesures pour traiter l'importante surcharge de travail

Introduction

- Développement de la situation en ce qui concerne le volume d'affaires depuis la Déclaration d'Amsterdam.

1. Accès à la Cour et bonne administration de la justice

- Informations fournies aux demandeurs et à leurs représentants sur le champ d'application et les limites de la Convention; sur les critères de recevabilité et sur la procédure de présentation de requêtes devant la Cour.

- Changement des règles et pratiques procédurales (y compris en ce qui concerne d'éventuels frais de requête etc.).

- Amélioration du formulaire de présentation de requêtes devant la Cour.

- Accorder aux requérants et à leurs représentants qui introduisent des requêtes devant la Cour une protection contre des représailles.

2. Filtrage des requêtes

- Examen de la nécessité d'un nouveau mécanisme de filtrage ou de réviser le mécanisme existant.

- Mise en place d'un système de filtrage de la Cour existante.

- Motivation succincte des décisions des juges uniques.

3. Ordre d'examen – Politique de priorisation claire

4. Mesures pour traiter d'affaires spécifiques

- Analyse de affaires devant la Cour.

- Rationalisation des procédures, en particulier pour le traitement des affaires irrecevables ou répétitives (par exemple : procédure de l'arrêt pilote).

- Facilitation par les Etats membres de la Cour à l'égard de déclarations unilatérales avec le soutien de la Cour.

- Traitement plus efficace des cas liés à des différends interétatiques, ainsi que des requêtes individuelles liées à des situations de conflit entre les Etats.

5. Structure organisationnelle de la Cour

- Examen d'une procédure simplifiée et des dispositions de la Convention concernant les questions d'organisation.

- Nomination de juges supplémentaires à la Cour pour traiter les requêtes pendantes devant la Cour.

- Financement suffisant de la Cour.

- Mise à disposition de juges nationaux et, le cas échéant, d'autres juristes/avocats auprès de la Cour.

II. Mesures pour garantir l'autorité de la Cour

1. Sélection et élection des juges de la Cour
 - La procédure de sélection nationale.
 - La procédure d'élection.
 - La situation des juges après leur mandat.
2. Clarté et cohérence de la jurisprudence de la Cour
 - Assurer la clarté et la cohérence des arrêts de la Cour, notamment ceux de la Grande Chambre.
 - Assurer une application cohérente des principes de subsidiarité et de la marge d'appréciation.
 - Donner effet au nouveau critère d'Protocole n° 14 (*de minimis non curat praetor*).
3. La Convention dans l'ordre juridique européen
 - Adhésion de l'Union européenne à la
 - Réflexions stratégiques à long-terme sur le rôle futur de la Cour/ Evaluation du rôle fondamental et de la nature de la Cour.

III. Dialogue de la Cour avec les acteurs du système de la Convention

- Dialogue judiciaire entre la Cour et les hautes instances judiciaires des Etats parties.
- Introduction d'un pouvoir de la Cour, accepter de manière optionnelle, de rendre des avis consultatifs sur des demandes d'interprétation de la d'affaires spécifique au niveau national
- Intervention de tierces-parties dans des affaires pendantes devant la Cour.
- Conférences ministérielles de haut niveau.
- Dialogue entre le(a) Président(e) de la Cour et le Comité des Ministres.
- Réunions régulières entre les Agents du Gouvernement et le Greffe de la Cour.
- Consultations avec les représentants des requérants et avec la société civile.

C. L'EXECUTION DES ARRETS DE LA COUR EN FAVOUR DE L'HOMME

I. Soutenir les capacités nationales pour l'

- Développer les capacités nationales en prenant en compte les indications contenues dans la Recommandation 2008(2) et le partage de bonnes pratiques.
- Développer les capacités des Etats parties pour proposer rapidement des plans d'action globaux, les rendre de ceux qui sont impliqués dans le pro leur suivi.
- Faciliter le rôle des Agents du Gouvernement ou des autres autorités responsables de la coordination de l'ex
- Faciliter le rôle des Parlements nationaux et de la mise en œuvre des mesures.

II. Assurer un processus efficace et transparent de surveillance de l'exécution des arrêts par le Comité des M

- Affiner les procédures pour assurer une surveillance efficace et transparente de l'exécution des arrêts
- Priorisation (cas nécessitant des mesures individuelles urgentes et cas révélant des problèmes structurels majeurs).
- Renforcer la subsidiarité (choix par les Etats des moyens pour se conformer aux obligations découlant de la Convention).
- Favoriser l'échange d'informations et Etats parties, particulièrement pour la mise en œuvre générales.
- Favoriser l'accessibilité à des inf l'exécution des arrêts.
- Augmenter la coopération avec les autres organisations internationales, les inst hommé et les s nati organisations non gouvernementales.
- Améliorer autant que de besoin le dialogue bilatéral du Service de l'exécution des arrêts avec les Etats d'exécution.
- Prendre des mesures effective qui esse à l'éga conforme pas à ses obligations au titre
- Assurer des ressources budgétaires suffisantes, y compris le détachement de juges nationaux ou de fonctionnaires auprès du Service de l'exécution des arrêts.

III. Déve l o p p e ction avec les autres parties prenantes

- Accroître la coopération avec la Cour l'Assemblée parlementaire sur les ques des arrêts.
- Encourager les entités pertinentes du en compte les questions relatives à l' activités de coopération.
- Activités de sensibilisation de l'Asse de l'Europe pour les membres des parl suivre l'exécution des arrêts.
- Faciliter au cas par cas l'exécution d complexes par l'entremise du Secrétaire aux droits de l'homme.

CONCLUSIONS

* * *

Annexe VI

**Structure pour la révision de la Recommandation n° R(85)13 du Comité des
Ministres relative à l'institution de**

(approuvée par le CDDH lors de sa 90^e réunion, 27–30 novembre 2018)

Préambule (mis à jour) ;

Part opérationnelle recommandant d'observer les principes
d'effectuer un suivi de la mise en œuvre

Annexe composée de quatre sections :

- I. Principes généraux, compétences principales du médiateur ;
- II. Diversité des institutions du médiateur ;
- III. Caractéristiques fondamentales de l'institution (indépendance et efficacité, impartialité, équité, possibilité pour le médiateur de procéder à un examen crédible, confidentialité, accessibilité) ;
- IV. Coopération et dialogue (entre les institutions du médiateur, les organisations de la société civile, les structures nationales, les réseaux, les autorités publiques, les organisations internationales et régionales).

* * *

Annexe VII

Projet de Programme pour
I Atelier « Protection des victimes d'actes terroristes »
 (en tant que base de travail pour la Présidence française
 du Comité des Ministres et le Secrétariat)

Strasbourg, 20 juin 2019, lors de la 91^e réunion du CDDH

14:30 – Ouverture de la session

- (5 ') Allocution de bienvenue par le Président
- (5 ') Allocution introductive par la ¹¹[Présidence
confirmer]
- (10 ') Allocution du [Secrétaire ¹²à confirmer] de l'Europe
- (10 ') Allocution d'un Représentant du Commissaire
l'Homme [à confirmer]

15:00 – Session de travail I – « Les lignes directrices révisées du Comité des Ministres sur la protection des victimes d'actes terroristes »

- (10 ') Présentation des Lignes directrices révisées
du CDCT [à confirmer]
- (5 ') Allocution du [Président du Comité du Conseil de l'Europe pour la lutte contre
le Terrorisme (CDCT)] [à confirmer]
- (5A) Allocution d'un [membre du Conseil de l'Europe des Droits de l'Homme / juge
l'homme] [à confirmer]

Discussion

15:50 – Pause-café**16:20 – Session de travail II – Bonnes pratiques en matière de protection des droits de l'homme des victimes d'actes terroristes**

- (8 ') Intervention de la Déléguée inter-ministérielle
Elisabeth Pelsez
- (8 ') Intervention d'un(e) [association nationale de (e) de
victimes] [à confirmer]
- (8 ') Intervention d'un(e) [représentant(e) de la
victimes d'actes terroristes ou Fédération internationale des associations de victimes
d'actes terroristes] [à confirmer]
- (8 ') Intervention de M. Ahmet L. Maïda oğhançijège
fournie aux victimes de terrorisme”.

Discussion

17:20 – Conclusions

- (5 ') Remarques finales et clôture officielle de

17:25 – Vin d'honneur offert par la Résidence ministérielle française

* * *

¹¹ Ce discours pourrait rappeler l'objectif de l'Atelier.

¹² Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe a pris l'initiative de présenter le rapport «Lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation» (CM(2016)64) présenté à la 126^e Session du Comité des Ministres à Sofia le 18 Mai 2016.

Annexe VIII

**Avis du CDDH à l'instar du Projet n° 1 du DH
de Protocole additionnel relatif à la protection de la dignité et des droits
fondamentaux des personnes atteintes de troubles mentaux
à l'égard du placement et du traitement involontaires**

(tel qu'adopté par le CDDH lors de sa 90^e réunion, 27–30 novembre 2019)

1. S'agissant du projet de Protocole additionnel relatif à la protection de la dignité et des droits fondamentaux des personnes atteintes de troubles mentaux à l'égard du placement et du traitement involontaires, en vertu de la recommandation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (DH-BIO) et de la recommandation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (DH-IO) adoptées à sa 85^e réunion (15 - 17 juin 2016, document CDDH(2016)R85, Annexe IV) concernant la recommandation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (DH-IO) « contre un instrument juridique du Conseil de l'Europe relatif aux mesures involontaires en psychiatrie ». Ces commentaires se lisent comme suit :

1. Le Comité directeur pour les droits de l'homme de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CRPD) est interprété par le comité institué par cette convention comme interdisant toute privation de liberté sur base de handicap mental. Dès lors, selon le comité établi par la CRPD, toute loi nationale sur la santé mentale prévoyant une telle privation de liberté sur la base d'un tel critère n'est pas compatible avec la convention.
2. Le CDDH note également que, à partir de cette interprétation, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe recommande¹³:
 - (i) de retirer la proposition visant à élaborer un protocole additionnel relatif à la protection des droits humains et la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux à l'égard du placement et du traitement involontaires;
 - (ii) de concentrer plutôt son travail sur les mesures involontaires en psychiatrie, y compris en élaborant des mesures visant à accroître la participation des personnes ayant un handicap psychosocial aux décisions qui concernent leur santé.
3. Si le CDDH partage la volonté de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe d'explorer des alternatives, il constate néanmoins que, dans certaines circonstances, des mesures involontaires peuvent être justifiées, à condition que le patient pourrait s'infliger ou infliger à autrui un préjudice grave, signalé qu'un trouble est comme étant un empêchement à la prise de décision qui justifie l'internement obligatoire de la personne, que l'internement est nécessaire parce que la personne ne peut bénéficier d'une thérapie, d'une médication ou d'un autre traitement de soulagement de sa condition, mais également lorsque la personne a besoin de contrôle et de surveillance afin d'éviter, ou pourrait s'infliger ou infliger à autrui un préjudice grave. Pour cette raison, des mesures involontaires en psychiatrie continuent d'être

¹³ Recommandation 2091 (2016) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur les mesures involontaires en psychiatrie.

¹⁴ *Bergmann c. Allemagne*, n° 23279/14, arrêt du 7 janvier 2016, §97.

législations des Etats membres et régulièrement appliquées en pratique. Gardant à l'esprit cette réalité, le CDDH que, en toute circonstance, la mesure involontaire est entourée des garanties requises par la Convention européenne pour (i) sauvegarder les droits et libertés de la personne concernée¹⁵, et tout particulièrement la possibilité pour elle contre une telle mesure et (ii) prévenir des violations de la Convention semblables à celles déjà constatées par la Cour européenne des droits de l'homme à de nombreuses reprises. Tel est en cours de discussion au sein du DH-BIO¹⁶.

4. Etant donné que la Cour est régulièrement saisie de requêtes révélant des violations de la CEDH en raison de mesures involontaires, le CDDH est d'avis qu'un protocole additionnel à la Convention serait un outil effectif pour définir les garanties juridiques indispensables à la prévention de telles violations dans nos Etats membres. Un tel instrument viserait à mieux faire respecter les droits des personnes concernées, tant en droit qu'en pratique.
5. Enfin, si le CDDH est persuadé que les mesures involontaires doivent garder un caractère exceptionnel et n'être que des alternatives, il est également convaincu qu'un tel instrument juridique au sein du Conseil de l'Europe ne diminuerait nullement la crédibilité de la Convention et contribuerait au contraire à la transition progressive vers une application plus uniforme par les Etats membres des mesures volontaires en psychiatrie, en accord avec l'esprit de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

2. Le CDDH apprécie le travail accompli par le DH-BIO et estime important de poursuivre et d'approfondir les travaux renouvelés du DH-BIO visant à rappeler le caractère exceptionnel des mesures involontaires en dernier recours et à encourager le recours à des mesures alternatives et de soutien.

3. Le CDDH encourage le DH-BIO à déterminer, en prenant en considération les commentaires reçus durant la consultation publique, à quel moment et selon quelles modalités poursuivre les travaux dans ce domaine.

4. A cet égard, le CDDH souhaite que le DH-BIO continue à solliciter les commentaires à l'attention de la Cour et de la Suisse. Ils figurent ci-après en annexe.

* * *

¹⁵ Les mesures involontaires, et notamment le placement, posent des questions de droits de l'homme importantes concernant l'art. 5 § 1 (droit à la liberté et à la sûreté), mais aussi dans certains cas les articles 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants) et 8 (protection de la vie privée et familiale) de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

¹⁶ Le CDDH a déjà eu l'occasion de s'exprimer au sujet de ces mesures involontaires (document CDDH(2009)008).

Annexe IX

Composition du Bureau, présidences et rapporteurs*(liste adoptée par le CDDH lors de sa 90^e réunion, 27-30 novembre 2018)*

BUREAU DU CDDH	FIN DU MANDAT	REFERENCES
M. Hans-Jörg BEHRENS (Allemagne), Président	31 décembre 2019 (mandat d'1 an renouvelable)	90 ^e réunion du CDDH (novembre 2018)
M. Morten RUUD (Norvège), Vice-Président	31 décembre 2019 (mandat d'1 an renouvelable)	90 ^e réunion du CDDH (novembre 2018)
M. Chanaka WICKREMASINGHE (Royaume-Uni), Membre	31 décembre 2020 (mandat de 2 ans renouvelable 1 fois)	90 ^e réunion du CDDH (novembre 2018)
Mme Kristine LIČIS (31 décembre 2019 (mandat de 2 ans non renouvelable)	88 ^e réunion du CDDH (décembre 2017)
Mme Zinovia STAVRIDIS (Grèce), Membre	31 décembre 2019 (mandat de 2 ans non renouvelable)	88 ^e réunion du CDDH (décembre 2017)
Mme Florence MERLOZ (France), Membre	31 décembre 2020 (mandat de 2 ans non renouvelable)	90 ^e réunion du CDDH (novembre 2018)
Mme Krista OINONEN (Finlande), Membre	31 décembre 2019 (mandat de 2 ans renouvelable 1 fois)	88 ^e réunion du CDDH (décembre 2017)
Mme Maris KUURBERG (Estonie), Membre	31 décembre 2020 (mandat de 2 ans non renouvelable)	90 ^e réunion du CDDH (novembre 2018)
PRESIDENCES		
DH-BIO Mme Tesi ASCHAN (Suède), Présidente	31 décembre 2019 (mandat d'1 an renouvelable 1 fois)	14 ^e réunion du DH-BIO (novembre 2018) 90 ^e réunion du CDDH (novembre 2018)
DH-SYSC Mme Brigitte OHMS (Autriche), Présidente	31 décembre 2019 (mandat d'1 an renouvelable)	90 ^e réunion du CDDH (novembre 2018)
DH-SYSC-II Mme Florence MERLOZ (France), Présidente	31 décembre 2019	88 ^e réunion du CDDH (décembre 2017)
DH-SYSC-III Mme Vasileia PELEKOU (Grèce), Présidente	31 décembre 2019	88 ^e réunion du CDDH (décembre 2017)
CDDH-SOC M. Vít A. SCHORM (République tchèque), Président	31 décembre 2019	88 ^e réunion du CDDH (décembre 2017)
CDDH-EXP M. Hans-Jörg BEHRENS (Allemagne), Président	31 décembre 2019	88 ^e réunion du CDDH (décembre 2017)
CDDH-MIG M. Morten RUUD (Norvège), Président	31 décembre 2019	88 ^e réunion du CDDH (décembre 2017)
CDDH-INST Mme Krista OINONEN (Finlande), Présidente	31 décembre 2019	88 ^e réunion du CDDH (décembre 2017)

RAPPORTEURS¹⁷			
DH-SYSC-II M. Alexei ISPOLINOV (Fédération de Russie) – Thème 1 M. Chanaka WICKREMASINGHE (Royaume-Uni) – Thème 1 Mme Sofia KASTRANTA (Grèce) – Thème 2 Mme Kristine LIČIS (Lituanie) – Thème 3		31 décembre 2019	88 ^e réunion du CDDH (décembre 2017)
CDDH-EXP Mme Kristine LIČIS (Lituanie)		31 décembre 2019	88 ^e réunion du CDDH (décembre 2017)
CDDH-MIG M. Frank SCHÜRMAN (Suisse)		31 décembre 2019	88 ^e réunion du CDDH (décembre 2017)
GROUPES DE REDACTION			
DH-SYSC-II¹⁸		DH-SYSC-III¹⁹	
Bulgarie		Arménie	
Croatie		Belgique	
République tchèque		Grèce	
France		Italie	
Italie		Lettonie	
Lettonie		Monténégro	
Pays-Bas		Portugal	
Norvège		République slovaque	
CDDH-SOC	CDDH-EXP²⁰	CDDH-MIG	CDDH-INST
Autriche	Azerbaïdjan	Arménie	Arménie
Belgique	Estonie	Bulgarie	Azerbaïdjan
République tchèque	France	République tchèque	Finlande
Grèce	Hongrie	Grèce	Irlande
Italie	République de Moldova	Islande	Monténégro
République de Moldova	Monténégro	Italie	Pologne
Pologne	Fédération de Russie	Lettonie	Fédération de Russie
Portugal	" L ' - République yougoslave de Macédoine "	Norvège	Slovénie
Fédération de Russie	Turquie	Espagne	Espagne
Slovénie	Royaume-Uni	Turquie	" L ' - République yougoslave de Macédoine "

¹⁷ La Rapporteuse du CDDH-S OC fait désormais partie du Secrétariat du l ' exécution des arrêts) et a terminé ses travaux en qualité de Rapporteuse. La Rapporteuse et Présidente du CDDH-INST a terminé ses travaux en qualité de Rapporteuse.

¹⁸ Suite à la décision prise par le CDDH lors de sa 88^e réunion (5-7 décembre 2017) et sous réserve des disponibilités budgétaires, il est envisagé que les Etats membres suivants soient également pris en charge par le budget du Conseil de l ' Europe pour participer aux

- 3^e réunion (3-5 avril 2018) et 5^e réunion (mars 2019) : Albanie, Autriche, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Fédération de Russie, Royaume-Uni.
- 4^e réunion (25-28 septembre 2018) et 6^e réunion (mai 2019) : Grèce, Pologne, Roumanie, Fédération de Russie, Serbie, Espagne, Suède, Turquie, Ukraine, Royaume-Uni.
- 7^e réunion (septembre 2019) : il est envisagé que le budget du Conseil de l ' Europe charge l ' ensemble des participants .

¹⁹ Les travaux de la Groupe auront lieu, dans un premier temps, sous forme électronique.

²⁰ Présidence : Allemagne. Les frais de la Présidence sont pris en charge par le budget du Conseil de l ' Europe .

Annexe X

Publications

Il est prévu de publier les documents suivants en 2019 :

- (1) *Contribution à l'évaluation par rapport à la Déclaration CDDH*
- (2) *Education universitaire et formation professionnelle aux systèmes de la CEDH et de la Charte sociale Européenne - Guide pratique*
- (3) *La requête individuelle devant la Cour européenne de droits de l'homme - Guide européen pratique*
- (4) *Cadre juridique du Conseil de l'Europe pour la Analyse*
- (5) *Bonnes et prometteuses pratiques visant à concilier droits et libertés, en particulier, dans les sociétés culturellement diverses - Guide pratique*
- (6) *Manuel sur les alternatives à la rétention dans le contexte des migrations*
- (8) *Protection et promotion de l'espace dévolu à la Recommandation du Comité des Ministres, compilation et synthèse des mesures et pratiques en place dans les États membres, Actes du Séminaire (29 novembre 2018)*
- (9) *Promotion des droits de l'homme - Suivi de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2014)2 du Comité des Ministres, compilation et synthèse des mesures et pratiques en place dans les États membres, Actes de l'Atelier (21 juin 2018)*
- (10) *Protection des victimes - lignes directrices révisées du Comité des Ministres, compilation et synthèse des mesures et pratiques en place dans les États membres, Actes du Séminaire (20 juin 2019)*
- (11) *Renforcer la réglementation internationale interdisant le commerce des biens utilisés pour la torture et la peine de mort - Etude de faisabilité*
- (12) *Les droits de l'homme - Manuel (3^e édition) environnement*

* * *

Annexe XI

**Calendrier des réunions du CDDH
et de ses instances subordonnées pour 2019**

(t e l q u ' a d o p t é p a r l a 9 0 e s é a n c e d e l a r é u n i o n d u C D D H d u 2 7 n o v e m b r e 2 0 1 8)

2019	
Ouverture de l'Année Judiciaire	25 janvier
5 ^e réunion du Groupe de rédaction sur la place de la CEDH dans l'ordre juridique européen et international (SYSC-II)	5–8 février
5 ^e réunion du Groupe de rédaction sur la société civile et les institutions nationales-INST] droits	27 février–1 ^{er} mars
4 ^e réunion du Groupe de rédaction sur les droits de l'homme (EX-P) avec d'autres droits de l'homme (EX-P)	20–22 mars
6 ^e réunion du Groupe de rédaction sur la migration (CDDH-MIG)	26–28 mars
Événement sur la transparence et l'accès aux documents publics, sous l'égide de la Présidence finlandaise du Comité des Ministres	[...
4 ^e réunion du Groupe de rédaction sur les droits sociaux (CDDH-SOC)	3–5 avril
101 ^e réunion du Bureau du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH-BU)	15–17 mai
6 ^e réunion du Groupe de rédaction sur le droit juridique européen et international (DH-SYSC-II)	22–24 mai
<i>Réunion des Agents du Gouvernement avec le Greffe de la Cour</i>	[...
91 ^e réunion du Comité directeur pour les droits de l'homme et Atelier sur la protection des victimes d'actes terroristes	18–21 juin
7 ^e réunion du Groupe de rédaction sur la place de la CEDH dans l'ordre juridique européen et international (SYSC-II)	11–13 septembre
[6 ^e réunion du Groupe de rédaction sur la société civile et les institutions nationales-INST] droits	[18–20 septembre]
[5 ^e réunion du Groupe de rédaction sur les droits sociaux (CDDH-SOC)]	[25–27 septembre]
6 ^e réunion du Comité d'experts sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme (DH-SYSC)	[15] 16–18 octobre
7 ^e réunion du Groupe de rédaction sur la migration (CDDH-MIG)	22–24 octobre
102 ^e réunion du Bureau du Comité directeur pour les droits de l'homme -BU CDDH	[6] 7–8 novembre
<i>[Réunion des Agents de Gouvernement]</i>	[...
92 ^e réunion du Comité directeur pour les droits de l'homme	26–29 novembre